Trump envoie encore plus de soldats face aux manifestants de Los Angeles

Californie Les violents affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants anti-Trump se poursuivent, sur fond de bras de fer entre le président républicain et le gouverneur démocrate de l'État, Gavin Newsom.

Des centaines de militaires du Corps de marines, mobilisés par Donald Trump contre l'avis des autorités californiennes, sont arrivés en renfort mardi dans un Los Angeles déjà quadrillé par des milliers de soldats et policiers, chargés de réprimer les manifestations contre les expulsions de migrants. Sans faire tache d'huile, le mouvement a gagné par contagion d'autres métropoles américaines. Des accrochages ont ainsi été rapportés à New York de même qu'au Texas.

La nuit a ramené un calme précaire dans le centre de la mégalopole californienne, dont certaines rues chargées de gaz lacrymogènes témoignent des heurts de ces derniers jours. Un double affrontement: celui, sur le terrain, opposant les forces de l'ordre à des manifestants protestant contre la politique répressive de Donald Trump visant les migrants entrés illégalement sur le sol américain, et celui, très politique, opposant l'administration du président républicain et la Californie, à l'avant-garde des États démocrates.

Des membres des forces de l'ordre bardés d'équipement antiémeute. AFP/Ringo Chiu

De l'huile sur le feu

Le milliardaire de la Maison-Blanche est accusé de jouer la surenchère et de jeter de l'huile sur le feu en dépêchant de façon exceptionnelle des milliers de soldats dans la deuxième ville américaine, pourtant dotée d'une police déjà suréquipée. Après avoir mobilisé 2000 militaires réservistes de la Garde nationale – dont 1700 sont déjà sur le terrain –, Donald Trump a ordonné l'envoi de 2000 membres supplémentaires. Se voyant reprocher d'avoir pris une mesure disproportionnée, le président a enfoncé le clou en annonçant le déploiement de 700 marines, un corps d'élite normalement utilisé comme force de projection extérieure.

La décision de déployer une unité de choc comme les marines est «extrêmement rare», souligne à l'AFP Rachel VanLandingham, une universitaire spécialiste des questions de sécurité nationale. Selon elle, ces militaires ne sont ni formés au maintien de l'ordre ni habitués à travailler «avec les forces de l'ordre locales», ce qui est potentiellement accidentogène.

En difficulté sur sa loi budgétaire et fragilisé par sa récente dispute avec Elon Musk, Donald Trump adresse des mises en garde, sur sa plateforme Truth Social, à ceux qu'il appelle des «insurgés»: «S'ils crachent, nous frappons, et je vous promets que nous frapperons comme jamais auparavant.» Un discours qui fait mouche auprès de ses partisans et d'autres Californiens inquiets.

Le procureur général de Californie, Rob Bonta, a annoncé lundi poursuivre Donald Trump en justice, estimant que son choix de mobiliser la Garde nationale sans l'aval du gouverneur «violait» la Constitution. À en croire Donald Trump, la métropole californienne aurait été «rayée de la carte» s'il n'avait décidé d'envoyer la Garde nationale. Une version contredite par le procureur du comté de Los Angeles, Nathan Hochman. «Nous n'avons pas constaté de troubles civils de grande ampleur qui nécessiteraient 2000 gardes nationaux et 500 ou 700 soldats supplémentaires», a-t-il affirmé à la chaîne NewsNation.

Déjà opposé à l'envoi de la Garde nationale, le gouverneur démocrate de l'État, Gavin Newsom, a estimé que le déploiement de militaires d'active assouvissait «le fantasme fou d'un président dictatorial». Une dérive autoritaire, déplorent eux aussi de nombreux habitants de la métropole à la forte population d'origine hispanique.

Ambitions présidentielles

Considéré comme un potentiel candidat à la Maison-Blanche pour 2028, Gavin Newsom fait partie des cibles favorites de Donald Trump, qui a lancé lundi qu'il serait «super» de l'arrêter. Son responsable du programme d'expulsions massives, Tom Homan, a toutefois assuré lundi soir que l'administration Trump n'avait «aucune intention» d'arrêter le gouverneur, avançant que la citation avait été «sortie de son contexte». Ce qui n'a pas empêché Gavin Newsom de réagir en déclarant qu'il s'agissait là d'«un pas incontestable vers l'autoritarisme».

«Il est clair que Gavin Newsom tente d'utiliser ce moment pour élever sa position à l'échelle nationale, en se projetant lui-même comme le visage de la résistance démocrate à Donald Trump», explique Charlie Kolean, consultant en stratégie politique qui a travaillé pour des candidats républicains. L'analyste avertit cependant que le gouverneur pourrait fragiliser ses ambitions présidentielles si les Américains en venaient à considérer qu'il était davantage du côté des fauteurs de troubles que des forces de police. «De manière écrasante, les électeurs souhaitent l'ordre – c'est l'un des thèmes clés sur lesquels Trump a fait campagne et sur lesquels il a largement gagné», assure Charlie Kolean. *(AFP)*

Une tentative de viol génère des violences racistes

Irlande du Nord Des habitations ont été incendiées et quinze policiers ont été blessés lundi soir en Irlande du Nord lors d'attaques à motivation raciste, selon la police, consécutives à l'inculpation de deux adolescents pour une tentative de viol contre une jeune fille. Selon les médias britanniques, les deux jeunes de 14 ans ont comparu lundi devant la justice pour cette tentative de viol qu'ils sont accusés d'avoir commise samedi, et s'exprimaient par l'intermédiaire d'un interprète roumain.

Les violences ont éclaté lundi soir à Ballymena, 31'000 habitants, à une cinquantaine de kilomètres au nord-ouest de Belfast, où vit une importante population immigrée, à l'issue d'un rassemblement en soutien à la victime et à sa famille. Parmi les policiers blessés, certains ont dû être hospitalisés, ont indiqué mardi les forces de l'ordre dans un communiqué. Un homme de 29 ans a été arrêté et placé en garde à vue.

L'Irlande du Nord a été secouée l'été dernier, comme d'autres endroits du Royaume-Uni, par des émeutes anti-immigration à la suite des meurtres de trois fillettes dans une attaque au couteau, dans le nord-ouest de l'Angleterre. *(AFP)*

Berlin défavorable à l'interdiction de l'AfD

Politique Le ministre allemand de l'Intérieur s'est montré mardi défavorable à une interdiction du parti Alternative pour l'Allemagne (AfD), récemment classé «extrémiste de droite», préférant combattre cette formation sur le terrain politique. Début mai, quelques jours avant l'entrée en fonction du chancelier conservateur Friedrich Merz, l'Office de protection de la Constitution avait émis cette classification, le parti n'ayant cessé de se radicaliser depuis sa création en 2013. Cette décision, très lourde de conséquences pour la formation, a relancé le débat sur une éventuelle interdiction déjà évoquée à plusieurs reprises. Elle est dans les faits très difficile à mettre en œuvre en raison d'obstacles constitutionnels élevés, exigeant que les deux chambres du parlement ou le gouvernement déposent une plainte très motivée auprès de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe. *(AFP)*

Des attaques coordonnées font au moins trois morts

Colombie Deux policiers et un civil ont été tués mardi lors d'attentats et d'attaques armées.

Deux policiers et un civil ont été tués mardi dans le sud-ouest de la Colombie, a indiqué la police.

Seize attaques armées, explosions de voitures piégées et de drones, ont visé des postes de police et des bâtiments municipaux à Cali, troisième ville du pays, et dans plusieurs municipalités voisines, a déclaré le chef de la police Carlos Fernando Triana à la station de radio locale La FM.

Les départements du Cauca et de Valle del Cauca sont le théâtre d'affrontements entre l'armée et des dissidents de l'ex-guérilla des FARC, qui ont signé la paix en 2016.

Selon le chef de la police, les guérilleros commémorent l'anniversaire de la mort en 2022 d'un ex-commandant, «Mayimbu». Il qualifie ces attaques de «démentielles».

Dans ces deux départements et dans l'Amazonie colombienne, les dissidents des FARC de l'état-major central, commandés par Iván Mordisco, occupent de vastes zones de culture de coca.

Depuis plusieurs semaines fleurissent des spéculations autour de l'état de santé d'Iván Mordisco, qui aurait été blessé lors d'une opération militaire. Ces attaques coordonnées pourraient être en lien. *(AFP)*

Un bus qui a explosé, dans le département de Cauca. AFP/J. Sarmiento

Un randonneur poussé dans un ravin par un ours

Grèce Un marcheur est mort après avoir été attaqué par un plantigrade.

Un randonneur grec parti marcher dans une forêt du massif des Rhodopes, dans le nord-est de la Grèce, près de la Bulgarie, a fait une chute mortelle après avoir été poussé dans un ravin par un ours, a appris l'AFP mardi auprès des secours. Il randonnait avec un autre marcheur expérimenté avant l'incident, lundi, a indiqué le service national des secours EKAV.

«J'ai vu un ours m'attaquer brusquement», a raconté ce dernier au portail d'actualités grec NewsIT. «Mon chien l'a retardé quelques secondes. J'ai utilisé un spray au poivre, et il s'est dirigé vers mon ami et l'a fait tomber dans le ravin», a-t-il ajouté.

Selon le site officiel d'Arktourus, le nombre d'ours bruns, espèce protégée internationalement par la Convention de Berne, est estimé à 450 en Grèce. Ils se trouvent en partie dans les montagnes des Rhodopes. L'ONG précise qu'ils «n'attaquent pas les humains, sauf s'ils estiment qu'eux-mêmes ou leurs petits sont menacés». *(AFP)*

Immobilier

Droit
Comment procéder lorsque la porte d'accès à un parking collectif est défectueuse.
Page 18

Financement immobilier
Faut-il envisager de réduire son hypothèque si la valeur locative devait être supprimée en votation?
Page 19

Comment les maisons témoins nous permettent de mieux choisir

Logement En tant que modèle grandeur nature, elles permettent de visualiser l'agencement possible des espaces et de s'y projeter, mieux que ne le feraient des plans ou des images de synthèse.

Patrizia Rodio

Quiconque est à la recherche d'une maison ou d'un appartement a déjà constaté que les agences immobilières proposent de plus en plus souvent, en plus des habituelles photos des lieux, des vidéos 3D pour des biens déjà sur le marché ou des images de synthèse pour ceux encore en construction. L'achat, ou la location, sur plans est aussi possible.

Toutefois, pour le futur acheteur ou locataire, hormis s'il est du métier, il est difficile de se projeter et de savoir si, réellement, ce bien est fait pour lui. Comment se rendre véritablement compte de la taille, de la forme et de l'agencement des pièces, ainsi que de la hauteur sous plafond, de l'emplacement et de la taille des fenêtres, du balcon ou de la terrasse en ne consultant que des plans ou en ne visionnant que des vidéos?

C'est tout l'intérêt d'une maison ou d'un appartement témoin. Car on se projette mieux dans un futur logement s'il est à l'échelle 1:1, comme l'expliquent les professionnels de l'immobilier.

Un appartement témoin sert à présenter aux futurs acquéreurs un «exemple» de la construction attendue. Gerofinance

«Rassurer les acquéreurs»

«Un appartement ou une maison témoin est destiné à présenter aux futurs acquéreurs un «exemple» de la construction attendue. Principalement à travers l'étendue des fournitures selon les budgets alloués. Ce catalogue à l'échelle 1:1 des prestations offertes (carrelage, parquet, cuisine et sanitaire notamment) est de nature à rassurer les futurs acheteurs en leur montrant concrètement ce que pourra être le bien une fois fini», explique Hervé Ruffieux, directeur courtage pour le groupe Cogestim à Yverdon-les-Bains.

«Cela permet une meilleure interprétation pour le futur locataire qui peut ainsi mieux se projeter qu'avec des images de synthèse, abonde Yann Lenzi, responsable courtage chez Gerofinance-Régie du Rhône à Genève (agence qui ne traite que de locations). Pour ce faire, on se coordonne avec le propriétaire et l'entreprise générale dès le début du projet. On cible des appartements témoins et on essaie, quand c'est possible, d'en ouvrir plutôt deux ou trois qu'un seul afin de donner plus d'exhaustivité aux potentiels locataires.»

Pour la location aussi

Prenons l'immeuble Au20 dans le quartier de Champel, à Genève, dont Gerofinance-Régie du Rhône a la mise en valeur. Il s'agissait ici de réaffecter un ancien immeuble de bureaux (classé qui plus est) en appartements.

En visitant l'appartement témoin de 4 pièces au 4e étage (appartement qui, par sa situation et son orientation, se veut représentatif des autres), le futur locataire peut se projeter plus facilement. Et pourra mieux imaginer l'aménagement qu'il sera possible de faire avec des pièces trapézoïdales et des séjours densément vitrés qui, a priori, semblent difficiles à meubler. Le *home staging* (ou valorisation immobilière en français) sert à démontrer que c'est possible.

Néanmoins, «cet outil est en général réservé aux ouvrages d'une certaine importance pour des raisons matérielles et de mise en œuvre. Il intervient lorsque le bâtiment est dans son ensemble «hors d'aire/hors d'eau», précise Hervé Ruffieux.

«Pas une idée objective»

Laurent Guidetti, architecte urbaniste associé de TRIBU architecture à Lausanne, confirme: «Cela peut être intéressant quand il y a une grande quantité de logements à mettre sur le marché. C'est un investissement dont il faut tenir compte et cela se fait en général en cours de chantier. Ça permet aux futurs acquéreurs d'évaluer plus concrètement leur éventuel futur logement.

L'architecte précise: «C'est plutôt lié à la commercialisation, donc au travail des maîtres d'ouvrage, des propriétaires et des gérances qui veulent vendre ou louer, pas à celui des architectes, qui se soucient davantage de la qualité à long terme. Et ce n'est pas parce qu'on peut visiter que ça donne une idée objective et complète du logement. C'est un peu comme lorsqu'on visite Europa Park, on ne fait pas vraiment le tour de l'Europe», image-t-il.

«Si la maison à visiter n'est pas sur site, est-ce que cela permet de voir qu'on sera à côté d'une autoroute, que les voisins sont insupportables et que le bien souffre d'infiltrations d'eau?» s'interroge-t-il.

«Home staging» nécessaire

Pourtant, le *home staging* a pris une place importante dans la mise en valeur des biens en vente. Son impact est significatif, le bénéfice client étant total grâce à la compréhension des volumes, l'aménagement possible et l'histoire racontée par la décoration», répond Hervé Ruffieux.

Il ajoute: «Cogestim utilise régulièrement cette pratique, en particulier quand il s'agit de biens dont la lecture première est compliquée. Comme pour l'une de nos promotions sur la commune vaudoise de Gimel présentant un appartement en combles. Pour ce type de prestations, nous faisons appel à des sociétés spécialisées dans cette discipline à part entière.»

Visites sur inscriptions

Une question se pose néanmoins: dans des régions comme Genève, qui souffrent d'une pénurie chronique de logements, pourquoi organiser des visites d'appartements témoins, avec le risque de se retrouver avec des milliers de visiteurs dont la majorité n'obtiendra pas le bail?

Alexandra Mazuay, responsable marketing et communication chez Gerofinance-Régie du Rhône, répond: «On préfère que les gens puissent visiter physiquement et qu'ainsi, lors de l'attribution, ils ne soient pas surpris par le degré de finitions, par exemple. Toutefois, nous n'organisons ces visites que sur inscription et en limitons le nombre de participants, de manière justement à faire le moins de déçus possibles.»

PUBLICITÉ

BCGE